

ANALYSE

Partie réglementaire du code général de la fonction publique

Service Conseil Juridique
Décembre 2025

MODIFICATIONS LIVRES I ET II

Vote électronique

Modification de l'article R.211-522 du CGFP :

Lorsque le bureau de vote électronique ou le bureau de centralisation du vote électronique ne comprend qu'un seul délégué, le scellement est effectué en présence du président, du délégué et de son suppléant

Droit syndical

Modification de l'article R.213-53 du CGFP :

Les documents d'origine syndicale peuvent être distribués dans l'enceinte des bâtiments y compris dans les locaux ouverts au public

- ➔ Auparavant, la distribution des documents d'origine syndicale était interdite dans les locaux ouverts au public

Codification livre III

RECRUTEMENT PAR CONCOURS

Inscriptions électronique aux concours

Nouvel article R.325-44 du CGFP (ancien article 7-1 du décret n°95-681) :

Désormais, la section 2 du chapitre II du titre Ier du livre Ier du code des relations entre le public et l'administration, à l'exception des articles L. 112-8 et L. 112-9 s'appliquent à la procédure d'inscription par voie électronique

→ **Obligation d'accusé de réception et de certification d'envoi**

Inscriptions aux concours

Nouvel article R.325-52 du CGFP (ancien article 8 décret n°2013-593) :

Obligation de joindre un état détaillé des services publics effectués en qualité de fonctionnaire ou d'agent contractuel ne s'oppose plus aux candidats à des examens professionnels

Organisation des jurys de concours

Nouvel article R.325-91 du CGFP (ancien article 24 de la loi de 1984 et article 17 décret n°2013-593) :

Le représentant du centre de gestion pour les jurys de concours de catégorie C et le représentant du CNFPT pour les jurys de concours de catégorie A et B doivent être désignés sur proposition du président de l'organisme

STAGE ET TITULARISATION

Période de stage

Nouvel article R327-10 (ancien article 4 du décret n°92-1194 du 4 novembre 1992)

Le terme « prorogation de stage » est remplacé par « prolongation de stage » à propos de l'agent dont les aptitudes professionnelles ne sont pas jugées suffisantes pour permettre sa titularisation à l'expiration de la durée normale du stage.

Nouvel article R327-21 (circulaire du 2 décembre 1992)

Les périodes de suspension d'un fonctionnaire stagiaire ne sont pas prises en compte comme temps de stage (confirmation).

Congés et autorisations d'absence du fonctionnaire stagiaire

Nouvel article R327-31

Le fonctionnaire stagiaire bénéficie des congés et autorisations spéciales d'absence auxquels ont droit les fonctionnaires aux mêmes conditions que les fonctionnaires titulaires dans la mesure où ces congés, autorisations spéciales d'absence et conditions sont compatibles avec sa situation particulière et sous les réserves prévues par la présente sous-section (consolidation)

Nouvel article R327-37 (ancien art 10 décret n°92-1194)

Le congé sans traitement d'un fonctionnaire stagiaire à l'expiration de son droit à congé pour raisons de santé est autorisé pour une durée maximale d'un an renouvelable deux fois

- **L'ancien article 10 du décret n°92-1194 conditionnait le renouvellement pour une troisième année au fait que le fonctionnaire stagiaire soit normalement apte à reprendre ses fonctions avant un an.**

Nouvel article R327-40 (ancien art 11 décret n°92-1194)

La mise en congé et son renouvellement sont prononcés après avis du conseil médical, qui est celui qui serait compétent si le stagiaire intéressé avait la qualité de fonctionnaire titulaire (*précision*)

Nouvel article R327-42 (ancien article 14 décret n°92-1194)

Ajout d'une situation ouvrant droit à un congé sans traitement :

- **Le fonctionnaire stagiaire peut désormais demander un congé sans traitement lorsqu'il est admis à un cycle préparatoire donnant l'accès à l'un des emplois mentionnés**

Nouvel article R327-44 (ancien article 13 décret n°92-1194)

Ajout de situations ouvrant droit à un congé sans traitement pour des raisons familiales :

- **Donner des soins à la personne avec qui l'agent est lié par un PACS**
- **Donner des soins à un enfant à charge ou au conjoint ou au partenaire PACS atteint d'un handicap**
- **Suivre son conjoint ou partenaire PACS qui en raison de sa profession est astreint à établir sa résidence habituelle en un lieu éloigné du lieu où le fonctionnaire stagiaire exerce ses fonctions**

Suppression de la notion « *sous réserve des nécessités de service* » pour le bénéfice de ces congés sans traitement

- **Attention, cela signifie que ces congés sont désormais accordés de droit, sur demande de l'agent.**

Nouvel article R327-45 (*nouveauté*)

Le fonctionnaire stagiaire bénéficiant d'un congé sans traitement prévu à l'article R327-44 doit demander à reprendre ses fonctions au moins deux mois avant l'expiration du congé en cours.

- **Il doit pouvoir justifier à tout moment que sa situation correspond au motif pour lequel il a demandé ce congé.**

Nouvel article R327-46 (*nouveauté*)

Lorsque l'interruption du stage du fonctionnaire stagiaire du fait de l'un des congés prévus à l'article R. 327-44 a duré un an au moins, la reprise des fonctions est subordonnée à une vérification des conditions de santé particulières exigées pour l'exercice de certaines fonctions par un médecin agréé et, éventuellement, par le conseil médical compétent saisi dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur

Licenciement pour inaptitude physique

Nouvel **article R.327-54 du CGFP** (ancien article 16 décret n°92-1194) :

Le fonctionnaire stagiaire IRCANTEC bénéficie des dispositions relatives à la protection sociale prévues par le chapitre IV du décret n°91-298 à l'exception de celles prévues par les articles 40 à 41-2 du décret n°91-298

→ **Les articles 40 à 41-2 concernent la disponibilité d'office pour raisons de santé, le licenciement pour inaptitude physique (le fonctionnaire stagiaire IRCANTEC peut toujours en bénéficier au regard de l'article R327-39 CGFP) et le versement d'une indemnité de licenciement**

→ *Le versement d'une indemnité de licenciement pour inaptitude physique ne concerne plus les fonctionnaires stagiaires IRCANTEC (un doute juridique subsistait jusqu'alors)*

Démission du fonctionnaire stagiaire

Nouvel **article R.327-65 du CGFP** (nouveau) :

Le fonctionnaire stagiaire doit demander sa démission sous forme écrite et au moins un mois avant la date de prévue de cessation de fonctions.

→ **Instauration d'un délai de prévenance pour la démission du fonctionnaire stagiaire (contrairement au fonctionnaire titulaire)**

CRÉATION ET VACANCE D'EMPLOI

Obligation de publication de l'avis de création et de vacance d'emploi

Nouvel **article D311-2** (ancien article 4 décret n°2018-1351 du 28 décembre 2018)

Il était précisé que l'avis de vacance d'emploi devait être publié au minimum 1 mois sur l'espace numérique commun, sauf urgence. Cette obligation de publication pour une durée d'1 mois est désormais étendue à l'avis de création d'emploi.

Éléments devant figurer dans l'avis de création ou de vacance d'emploi

Nouvel **article D311-8 du CGFP** (ancien article 3 décret n°2018-1351 du 28 décembre 2018)

Ajout d'éléments qui devront désormais figurer dans les avis de création ou de vacance d'emploi publiés sur l'espace numérique commun :

- **Le cas échéant, le ou les fondements juridiques qui permettent de pourvoir l'emploi permanent par le recrutement d'un agent contractuel ;**
- **Le temps de travail de l'emploi : temps complet, temps non complet ou incomplet ;**
- **La liste des pièces requises et la date limite de dépôt des candidatures ;**
- **Les sujétions particulières liées à l'exercice des fonctions ;**
- **A défaut de lieu fixe ou principal, l'indication selon laquelle les fonctions seront exercées sur plusieurs lieux.**

Publicité d'une fiche de poste avec l'avis de création ou de vacance d'emploi

Le décret n° 2025-695 du 24 juillet 2025 abroge le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019. Or ce décret prévoyait en son article 2 qu'une fiche de poste devait accompagner l'avis de vacance ou de création d'emploi transmis par l'employeur territorial sur l'espace numérique commun.

- **Cette obligation n'est pas reprise par les nouvelles dispositions du CGFP**
- **Il semble donc qu'il n'y ait plus à transmettre de fiche de poste sur l'espace numérique en cas d'avis de vacance ou de création d'emploi**

RECRUTEMENT DES AGENTS CONTRACTUELS

Eléments devant figurer dans un contrat

Nouvel article R331-6 du CGFP (ancien article 39-4 décret n°88-145 du 15 février 1988)

Cet article prévoit désormais l'obligation de mentionner dans les contrats la disposition législative et, le cas échéant, l'alinéa sur le fondement desquels il est établi.

- Cette obligation n'était auparavant prévue que pour les contrats conclus sur la base des articles L. 332-8, L. 332-23 ou L. 332-24 du CGFP. Elle est donc étendue et généralisée à tous les motifs de contrats, ce qui concerne notamment l'article L.332-13 du CGFP et ses 1° et 2° qui devront désormais être visés (remplacement d'agents à temps partiel ou indisponibles).

Nouvel article R331-11 du CGFP (nouveau) :

Un double du contrat doit être remis à l'agent.

- Cette obligation n'était auparavant pas prévue par le décret n°88-145 du 15 février 1988, mais seulement dans le décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux agents contractuels de la FPH. Elle est donc étendue à la FPT.

Nouvel article R. 331-13 du CGFP (ancien article 39-4 décret n°88-145 du 15 février 1988)

Nouvelle précision concernant les cas de modification d'un élément substantiel du contrat ou modification des fonctions de l'agent prévues à l'article R. 331-12 du CGFP. Il est précisé qu'en cas de refus de la proposition de modification faite à l'agent, c'est une procédure de licenciement qu'il convient de mettre en œuvre.

- Jusqu'à présent, le texte n'était pas aussi explicite.

Procédure de recrutement

Nouvel article R332-15 du CGFP (ancien article 2-7 décret n°88-145 du 15 février 1988)

Ajout du fait que pour les recrutements d'agents en CDI sur emploi permanent, le ou les candidats présélectionnés doivent être convoqués à un ou plusieurs entretiens de recrutement conduits par au moins deux personnes représentant l'autorité hiérarchique ou territoriale, ensemble ou séparément.

- Cette obligation concernait déjà les recrutements sur emplois permanents dont la nature des compétences, le niveau d'expertise ou l'importance des responsabilités le justifie, mais elle est étendue à la procédure de recrutement pour les CDI.

Emplois temporaires

Nouveaux articles R332-32 à R332-40 du CGFP

Les dispositions concernant les modalités de renouvellement des contrats anciennement prévues à l'article 38-1 du décret n°88-145 du 15 février 1988 (délai de prévenance, ...) ne sont pas reprises dans la Section 2 qui concerne les emplois temporaires. Elles sont uniquement reprises dans la précédente Section 1 qui concerne les emplois permanents (articles R332-1 à R332-31 du CGFP).

- Faute de précisions contraires, ces dispositions de l'ancien article 38-1 ne sont a priori plus applicables aux agents recrutés sur emploi temporaire.
- Cela concerne les agents recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, car les dispositions applicables aux contrats de projet ont bien été reprises à l'article R332-39 du CGFP.

Renouvellement du contrat

Nouvel article R332-37 du CGFP (ancien article 3-1 décret n°88-145 du 15 février 1988)

Deux précisions sur la rédaction du contrat de projet :

- **Il est ajouté le fait que le contrat de projet doit être établi par écrit et qu'il doit mentionner être établi sur la base de l'article L.332-24.**
- **Il doit aussi être indiqué dans le contrat le poste occupé ainsi que la catégorie hiérarchique, telle que définie à l'article L. 411-2, dont l'emploi relève.**

Nouvel article R332-38 du CGFP (ancien article 38-1 décret n°88-145 du 15 février 1988)

Précision selon laquelle le contrat de projet ne peut qu'être renouvelé dans la limite de la durée maximale prévue à l'article L. 332-25 (soit 6 ans au total).

- **Cela était déjà applicable, mais cette disposition est désormais expressément prévue.**

EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées

Nouvel article R351-9 du CGFP (ancien article 6-4 décret n° 2006-501 du 3 mai 2006)

Précision sur le fait que le salaire horaire minimum de croissance brut applicable mentionné au présent article pour le calcul de la contribution annuelle au FIPH est celui applicable au 31 décembre de l'année au titre de laquelle la contribution est due.

Démission

Nouvel article R352-36 du CGFP (ancien article 10 du décret n° 96-1087 du 10 décembre 1996)

Il n'est plus prévu que les dispositions relatives à la démission des agents contractuels (art. 39 du décret n°88-145 du 15 février 1988) sont applicables aux agents en situation de handicap recrutés sur la base de l'article L352-4 du CGFP.

- **Cela était auparavant expressément prévu par un renvoi de l'article 10 du décret n° 96-1087, mais cela n'est pas repris dans l'article R352-36.**
- **Il y a désormais une incertitude concernant les dispositions à appliquer pour la démission des agents en situation de handicap recrutés sur la base de l'article L352-4 du CGFP.**

ARTICLES ABROGES

Assistants maternels et familiaux

Nouvel article 1 al.7 du décret n°88-145 du 15 février 1988 :

Suppression de la mention selon laquelle les dispositions du décret 88-145 s'appliquent aux assistants maternels et familiaux dans les conditions prévues par l'article R. 422-1 du code de l'action sociale et des familles.

- **Il est néanmoins toujours prévu à l'article R.422-1 du code de l'action sociale et des familles que les assistants maternels et les assistants familiaux sont soumis aux dispositions des articles 16,19,31,37,38 et 41 du décret n° 88-145 du 15 février 1988.**